



MAIRIE
LE VAL

83143

Téléphone : 04 94 37 02 20

Télécopie : 04 94 37 02 25



2019/034

ARRÊTÉ TEMPORAIRE DE STATIONNEMENT,
DE CIRCULATION
ET D'OCCUPATION DE VOIRIE
Travaux SCOPELEC pour ORANGE
Rt de Bras (RD 28).

N° 2019/034

L'Adjoint au Maire de LE VAL (VAR) ;

Vu l'arrêté du Maire n°2014-51 du 22 avril 2014 portant délégation des fonctions de Police Municipale à Mr Christian DEBAQUE, adjoint ;

Vu les articles L. 2212-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L411.1.1 et suivants ;

Vu l'arrêté municipal permanent n°1-2013 en date du 2 janvier 2013 réglementant le stationnement et la circulation sur la commune ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I), précisant les conditions dans lesquelles doivent être employés les signaux définis dans l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié ;

Vu la demande en date du 26/02/2019 de la société SCOPELEC, domiciliée 185 rue de la Création – 83390 Cuers, concernant l'intervention dans une chambre FT existant pour le compte de Orange route de Bras (RD28) – 83143 LE VAL

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité et de réglementer la circulation et le stationnement sur l'ensemble des voies communales concernées ;

ARRÊTE

Art 1 : Du 11 mars 2019 à 8h00 au 22 mars 2019 à 18h00 et par dérogation à l'AM n° 2013/01 du 2 janvier 2013, l'entreprise pétitionnaire est autorisée à stationner ses véhicules et engins sur l'ensemble des accotements, trottoirs, bas-côté et voies situées aux abords du chantier situé Route de Bras (RD 28) partie comprise entre le rond point de Bras et le chemin des Vergers – 83143 LE VAL, le temps nécessaire aux travaux et à mettre en place, si nécessaire, une circulation alternée aux endroits concernés.

Art 2 : Le pétitionnaire doit mettre et veiller à maintenir en place une signalisation conforme à la législation visant à prévenir les usagers de la gêne occasionnée par les travaux.

Art 3 : Le pétitionnaire s'engage à faciliter le passage des véhicules d'intervention et de secours et à maintenir et à sécuriser le passage des piétons pendant la durée des travaux.

Art 4 : Le pétitionnaire est tenu responsable en cas de sinistre dû à une défaillance aux précédents articles, et en cas de dégât aux domaines public et privé.

Art 5 : La Gendarmerie de BRIGNOLES et la Police Municipale sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Art 6 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Toulon dans les 2 mois à compter de sa publication.

Copies transmises à :

- Le pétitionnaire
- Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Brignoles,
- La Police Municipale du Val.

Fait au Val, le 26 février 2019

Vu la publication
26 FEV. 2019

